

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Paroisse de Saint-Damien | 62075 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Hugo Allaire, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Paroisse de Saint-Damien pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature 

Date 16 juillet 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	43
Analyse des charges consolidées	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la municipalité de Saint-Damien,

Opinion avec réserves

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la municipalité de Saint-Damien, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe “ Fondement de l'opinion avec réserve ” de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2024, ainsi que de sa performance financière consolidée, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Afin de se conformer à la norme comptable en vertu du chapitre SP 3260 - Passif au titre des sites contaminés du Manuel de comptabilité de CPA Canada, les organismes municipaux doivent effectuer une démarche structurée et documentée afin d'établir si un passif est à constater, ainsi que d'en effectuer un suivi annuel. Cette démarche et ce travail de documentation n'ont pas été effectués.

De plus, afin de se conformer à la norme comptable en vertu du chapitre SP 3280 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, les organismes municipaux doivent effectuer une démarche structurée et documentée afin d'établir si un passif est à constater, ainsi que d'en effectuer un suivi annuel. Nous n'avons pas été en mesure d'auditer le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ou l'absence d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, car la documentation de la municipalité était insuffisante. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires pour ce qui concerne les passifs, l'excédent accumulé, les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et le flux de trésorerie de l'exercice se terminant le 31 décembre 2024.

Ces situations nous conduisent donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers consolidés de 2024 et 2023. Les incidences de cette dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être déterminées.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section “responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés” du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Autres informations

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Saint-Damien inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Société de comptables professionnels agréés
Par Guy Chartrand, CPA auditeur
Saint-Félix-de-Valois, le 8 juillet 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023 Redressé note 24
Revenus			
Taxes	1	4 679 132	4 094 248
Compensations tenant lieu de taxes	2	97 375	95 190
Quotes-parts	3	245 162	
Transferts	4	646 225	2 056 379
Services rendus	5	93 364	69 837
Imposition de droits	6	406 082	278 860
Amendes et pénalités	7	25 520	44 602
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	146 732	154 416
Autres revenus	10	151 055	139 003
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	6 490 647	6 932 535
Charges			
Administration générale	14	980 802	1 041 934
Sécurité publique	15	861 047	835 402
Transport	16	2 106 175	2 036 809
Hygiène du milieu	17	754 773	795 898
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement	19	706 634	411 597
Loisirs et culture	20	650 548	569 368
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	267 327	152 198
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	6 327 306	5 843 206
Excédent (déficit) lié aux activités	25	163 341	1 089 329
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	9 627 980	8 538 651
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27	(164 293)	(164 293)
Solde redressé	28	9 463 687	8 374 358
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	9 627 028	9 463 687

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	972 137	541 129
Débiteurs (note 5)	2	2 822 999	2 697 497
Prêts (note 6)	3	1 943 688	1 866 554
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	5 738 824	5 105 180
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 428 246	1 628 113
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	561 699	793 512
Revenus reportés (note 11)	12	219 075	245 779
Dette à long terme (note 12)	13	6 063 755	5 637 282
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	8 272 775	8 304 686
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(2 533 951)	(3 199 506)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	11 962 689	12 531 280
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	15 965	15 965
Stocks de fournitures	20	178 050	96 506
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	4 275	19 442
	23	12 160 979	12 663 193
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	9 627 028	9 463 687
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	9 627 028	9 463 687
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	9 627 028	9 463 687

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	163 341	1 089 329
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	900 788)(	2 160 192)
Produit de cession	3	503 597	6 659
Amortissement	4	967 815	940 120
(Gain) perte sur cession	5	(2 034)	(1 476)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	568 590	(1 214 889)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(10 810)
Variation des stocks de fournitures	10	(81 544)	9 622
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	15 167	26 866
	13	(66 377)	25 678
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15	1	(2)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	665 555	(99 884)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(3 199 506)	(3 099 622)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(3 199 506)	(3 099 622)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(2 533 951)	(3 199 506)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	163 341	1 089 329
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	967 815	940 120
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession d'immo	3.1	(2 034)	(1 479)
	4	1 129 122	2 027 970
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(125 502)	(1 289 772)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(231 813)	224 774
Revenus reportés	8	(26 704)	159 659
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		(10 810)
Stocks de fournitures	11	(81 544)	9 622
Autres actifs non financiers	12	15 167	26 866
	13	678 726	1 148 309
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	900 788)(	2 160 192)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	503 597	6 659
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(397 191)	(2 153 533)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	179 146)(	148 825)
Remboursement ou cession	20	102 012	176 190
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ())
Cession	22		
	23	(77 134)	27 365
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	1 114 700	
Remboursement de la dette à long terme	25 (	699 200)(	475 700)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(199 867)	1 288 297
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	10 973	10 972
Autres			
▪ Arrondissement	28.1	1	
	29	226 607	823 569
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	431 008	(154 290)
Solde déjà établi	31	541 129	695 419
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	541 129	695 419
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	972 137	541 129

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée et régie en vertu du Code Municipal de la Province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers *consolidés* sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et les frais payés d'avance pour les matériaux granulaires.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs et les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des principes comptables généralement reconnus sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

L'organisme « Corporation de développement de Saint-Damien » a été constitué par la municipalité en vertu de la troisième partie de la Loi sur les compagnies. C'est un organisme à but non lucratif dont la principale activité est la promotion et le développement de Saint-Damien

b) Partenariats

La Municipalité est membre de l'Entente relative à la mise en commun d'équipements d'air respirable ainsi que des équipements de sauvetage concernant l'assistance mutuelle en matière de sécurité incendie et sa part représente 16,67 %

B) Comptabilité d'exercice

Revenus

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les revenus de placement sont constitués des intérêts sur trésorerie, des intérêts sur placements et prêts et des gains et pertes réalisés sur la vente des placements. Les produits sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un premier temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de leur valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. La valeur nette de réalisation correspond au coût de remplacement.

Propriétés destinés à la revente

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon la durée de vie utile. La vie utile des immobilisations varie de cinq à quarante ans. Les principaux taux d'amortissement utilisés sont les suivants:

Aqueduc	2,50 %
Bâtiments	2,50 et 4,00 %
Chemins, rues et trottoirs et véhicules lourds	5,00 %
Réseau d'éclairage et infrastructures loisirs	6,67 %
Véhicules légers, matériel et outillage, équipement et améliorations locatives	10,00 %
Matériel informatique	20,00 %

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements ou autres organismes sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

G) Avantages sociaux futurs

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
 - pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations, les subventions et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé de gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans l'état des résultats.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-values.

L'organisme municipal évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation, a cessé tout remboursement ou que le recouvrement est jugé improbable. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouverts.

J) Autres éléments

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Frais financiers temporaires

Conformément aux dispositions du Manuel de présentation de l'information financière municipale, la municipalité capitalise les frais financiers temporaires reliés aux emprunts à long terme contractés pour financer des travaux d'immobilisations tant que ces travaux ne sont pas complétés. Ces frais sont inclus dans le coût des investissements. Une fois les travaux terminés, les frais financiers cessent d'être capitalisés et les intérêts subséquents sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Revenus autres que les paiements de transfert et les recettes fiscales (chapitres SP3400 et SP3510)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du chapitre SP3400 - Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public autres que les paiements de transfert (SP3410) et les recettes fiscales (SP3510).

L'adoption de ces nouvelles exigences n'a eu aucune incidence sur les états financiers autre que la présentation de l'information financière aux états financiers de la Municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 972 137	541 129
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 972 137	541 129
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 972 137	541 129
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

Le montant de l'encaisse affectée est de 726 069 \$ en 2024 (830 442 \$ en 2023) et elle inclut les montants du Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels, des Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés, fonds de développement économique et du Fonds de roulement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	466 414	299 979
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	1 580	1 580
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	827 160	1 017 532
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 061 698	1 124 579
Organismes municipaux	13	426 743	
Autres			
▪ Intérêts et pénalités à recevoir	14.1	39 404	253 827
	15	2 822 999	2 697 497
<hr/>			
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
<hr/>			
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	33 762	75 555
<hr/>			
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	539 253	550 687
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		98 549
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	19 000	19 000
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	268 907	349 296
	27	827 160	1 017 532

Note

Les versements estimatifs des montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette long terme pour les prochains exercices sont les suivants:

Échéance	Capital
2025	11 918
2026	12 374
2027	12 847
2028	13 339
2029	13 849
2030 et +	40 462

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette long terme ont des taux d'intérêts variant entre 3.72 % et 4.11 % et viennent à échéance entre 2031 et 2032.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Installation septique	30.1	1 943 688	1 866 554
	31	1 943 688	1 866 554
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose de quatre facilités de crédit au 31 décembre 2024 :

- 1) Marge de crédit d'un montant autorisé de 300 000 \$, au taux préférentiel, renouvelable annuellement;
- 2) Emprunt temporaire d'un montant autorisé de 3 500 000 \$, au taux de 5.45 %, échu en octobre 2022;
- 3) Emprunt temporaire d'un montant autorisé de 1 421 678 \$, au taux de 5.45 %, échéant en novembre 2026;
- 4) Emprunt temporaire d'un montant autorisé de 602 300 \$, au taux 5.45, échéant en décembre 2028.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	297 493	589 668
Salaires et avantages sociaux	44	118 104	83 457
Dépôts et retenues de garantie	45	76 323	70 547
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus à payer et autres	47.1	69 779	49 840
	48	561 699	793 512

Note**11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	79 609	93 892
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1	32 598	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	54 076	94 181
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ PAFSSPA	62.1	52 792	57 706
	63	219 075	245 779

Note**Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2**

Solde au début	93 892
Utilisation	<u>14 283</u>
Solde à la fin	79 609

Fonds de parcs, terrains de jeux et espaces naturels

Solde au début	94 181
Augmentation	6 425
Utilisation	<u>46 530</u>
Solde à la fin	54 176

PAFSSPA

Solde au début	57 706
Utilisation	<u>4 914</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Solde à la fin 52 792

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,90	4,65	2029	2044	64	6 084 300	5 668 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	6 084 300	5 668 800
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(20 545)	(31 518)
					72	6 063 755	5 637 282

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		525 100			525 100
2026	74		541 400			541 400
2027	75		558 100			558 100
2028	76		542 400			542 400
2029	77		558 900			558 900
2030 et plus	78		3 358 400			3 358 400
	79		6 084 300			6 084 300
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		6 084 300			6 084 300

Note

Les dettes sont renouvelables aux termes suivants :

Échéance	Capital à renouveler
2025	582 300
2026	2 159 100
2027	314 500
2028	0
2029	1 460 600

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	23 997
Régimes de retraite des élus municipaux	89	23 731
	90	23 997
	23 997	23 731

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres	93.1	
▪	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	1 635 769	46 508		1 682 277
Eaux usées	102	2 743 881			2 743 881
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	10 553 037			10 553 037
Autres					
▪ Loisirs	104.1	973 238	146 604		1 119 842
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	1 380 571	19 466		1 400 037
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	2 695 110	592 065	891 648	2 395 527
Ameublement et équipement de bureau	109	125 634			125 634
Machinerie, outillage et équipement divers	110	611 093	49 527		660 620
Terrains	111	834 495			834 495
Autres	112	115 478			115 478
	113	21 668 306	854 170	891 648	21 630 828
Immobilisations en cours	114	32 235	46 618		78 853
	115	21 700 541	900 788	891 648	21 709 681
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	694 664	42 056		736 720
Eaux usées	117	891 365	68 597		959 962
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	5 035 242	507 002		5 542 244
Autres					
▪ Loisirs	119.1	262 288	66 486		328 774
▪ Autres	119.2	15 470	2 972		18 442
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	518 638	45 299		563 937
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 159 373	173 198	390 084	942 487
Ameublement et équipement de bureau	124	95 503	11 887		107 390
Machinerie, outillage et équipement divers	125	412 620	42 699		455 319
Autres	126	84 098	7 619		91 717
	127	9 169 261	967 815	390 084	9 746 992
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	12 531 280			11 962 689
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	15 965	15 965
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135	15 965	15 965
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	15 965	15 965

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Matériaux granulaires	143.1	3 617	9 454
▪ SAAQ	143.2		3 699
▪ Autres	143.3	658	6 289
Autres			
▪	144.1		
	145	4 275	19 442

Note**19. Obligations contractuelles**

S.O.

20. Droits contractuels

La municipalité et une entreprise de télécommunication ont signés un bail de 10 ans se terminant en 2032, par lequel la municipalité recevra un loyer de 6 000 \$ annuellement. Au 31 décembre 2024, ce montant a été comptabilisé comme revenu.

La municipalité et un organisme ont signés un bail de 2 ans se terminant en juin 2026, par lequel la municipalité recevra un loyer de 9 953 \$ la première année et de 10 252 \$ la deuxième année. Au 31 décembre 2024, un montant de 9 808 \$ a été comptabilisé comme revenu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cadre du Programme d'aide financière pour les sentiers et les sites de pratique d'activités de plein air, le Ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air s'est engagé à verser une somme de 121 325 \$ à la municipalité. Au 31 décembre 2024, un montant de 4 914 \$ a été comptabilisé à titre de revenu (620 \$ au 31 décembre 2023) et un montant de 52 792 \$ a été comptabilisé aux revenus perçus d'avance.

Dans le cadre de la Politique FRR volet 2 soutien aux projets structurants contribuant à l'amélioration des milieux de vie, la MRC de Matawinie s'est engagée à verser une somme de 114 234 \$ à la municipalité. Au 31 décembre 2024, un montant de 14 283 \$ a été comptabilisé à titre de revenu (8 918 \$ au 31 décembre 2023) et un montant de 79 609 \$ a été comptabilisé aux revenus perçus d'avance.

Dans le cadre d'un programme de subvention sur les infrastructures (TECQ), le MAMH s'est engagé à verser une somme de 1 030 043 \$ à la municipalité pour des travaux d'infrastructures. Aucun revenu n'a été constaté au 31 décembre 2024.

21. Passifs éventuels

S. O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S. O.

B) Auto-assurance

S. O.

C) Poursuites

La municipalité fait l'objet d'une poursuite d'un montant de 35 642 \$. La direction considère cette poursuite comme non fondée et que sa couverture par les assureurs est suffisante. Par conséquent, elle n'a donc pas constitué de provision pour cette réclamation.

D) Autres

S. O.

22. Actifs éventuels

S. O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S. O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

24. Redressement aux exercices antérieurs

La municipalité a constaté que des dépenses de fonctionnement avaient été financées par erreur par le fonds de roulement et comptabilisées par erreur dans les activités d'investissement. Les états financiers de 2023 ont donc été redressés de la façon suivante : diminution des immobilisations corporelles de 164 293 \$, diminution de l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs de 164 293 \$, diminution du fonds de roulement de 90 069 \$, augmentation des charges d'hygiène du milieu de 147 154 \$, diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles - hygiène du milieu dans l'excédent d'investissement à des fins fiscales de 147 154 \$ et l'excédent de fonctionnement a été diminué de 90 069 \$.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées. Un budget consolidé n'a pu être constitué faute des renseignements nécessaires pour pouvoir le faire, l'organisme contrôlé n'ayant pas adopté de budget.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2023.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Municipalité

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les subventions et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Non en souffrance	34 230	218 901
Moins la provision pour créances douteuses	(0)	(0)
	34 230	218 901

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Corporation de développement de Saint-Damien

Il n'y a aucune concentration de risque sur les débiteurs et aucune provision pour mauvaises créances n'est comptabilisée en lien avec ses instruments financiers au 31 décembre 2023. Les montants présentés à la note 5 du rapport financier comprennent un montant de 3 278 \$ attribuable à des instruments financiers.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

Municipalité

2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	1 428 246	–	–	–	1 428 246
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	493 226	–	–	–	493 226
Intérêts courus à payer	525 100	541 400	558 100	4 459 700	6 084 300
Dettes	2 446 572	541 400	558 100	4 459 700	8 005 772

2023

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	1 628 113	–	–	–	1 628 113
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	746 131	–	–	–	746 131
Intérêts courus à payer	488 500	1 532 100	3 648 200	–	5 668 800
	2 862 744	1 532 100	3 648 200	–	8 043 044

Corporation de développement Saint-Damien
2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	–	–	–	–	–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	12 111	–	–	–	12 111
Intérêts courus à payer	–	–	–	–	–
Dettes	12 111	–	–	–	12 111

2023

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	–	–	–	–	–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	5 699	–	–	–	5 699
Intérêts courus à payer	–	–	–	–	–
Dettes	5 699	–	–	–	5 699

Risque de marché

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variation du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la municipalité a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts temporaires et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

La municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunt à taux variables. Ce risque est faible puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

Municipalité

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Prêts	1 943 688	-	1 943 688
Débiteurs liés à la dette	-	-	-
Passifs financiers			
Emprunts	-	1 428 246	1 428 246
Dettes	6 084 300	-	6 084 300

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Prêts	1 866 554	-	1 866 554
Débiteurs liés à la dette			
Passifs financiers			
Emprunts	-	1 628 113	1 628 113
Dettes	5 668 800	-	5 668 800

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté de 55 689 \$) l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (54 304 \$ en 2023).

Corporation de développement de Saint-Damien

Au cours de l'exercice la corporation n'a pas modifié son exposition au risque de taux d'intérêt.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	4 094 248	4 784 954	4 679 132			4 679 132
Compensations tenant lieu de taxes	2	95 190	97 642	97 375			97 375
Quotes-parts	3					122 581	245 162
Transferts	4	435 234	501 393	494 335		10 351	504 686
Services rendus	5	69 837	60 900	92 948		416	93 364
Imposition de droits	6	278 860	212 205	406 082			406 082
Amendes et pénalités	7	44 602	35 000	25 520			25 520
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	152 495	40 000	143 737		2 995	146 732
Autres revenus	10	88 574	31 050	36 585		67 940	104 525
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	5 259 040	5 763 144	5 975 714		204 283	6 302 578
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 621 145		126 223		15 316	141 539
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17			46 530			46 530
Autres	18	8 918					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	1 630 063		172 753		15 316	188 069
	22	6 889 103	5 763 144	6 148 467		219 599	6 490 647
Charges							
Administration générale	23	1 015 173	1 144 506	953 676	27 126		980 802
Sécurité publique	24	795 560	815 215	824 749	39 727	2 604	861 047
Transport	25	1 398 544	1 568 333	1 453 282	652 893		2 106 175
Hygiène du milieu	26	652 685	782 123	611 843	142 930		754 773
Santé et bien-être	27						
Aménagement, urbanisme et développement	28	343 156	431 291	379 198	6 463	198 392	706 634
Loisirs et culture	29	488 932	593 980	559 349	91 199		650 548
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	150 859	223 587	266 280		1 047	267 327
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	934 980	864 900	960 338	(960 338)		
	34	5 779 889	6 423 935	6 008 715		202 043	6 327 306
Excédent (déficit) lié aux activités	35	1 109 214	(660 791)	139 752		17 556	163 341

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 109 214	(660 791)	139 752	163 341
Moins : revenus d'investissement	2	(1 630 063)	()	(172 753)	(188 069)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(520 849)	(660 791)	(33 001)	(24 728)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	934 980	864 900	960 338	967 815
Produit de cession	5	6 659	35 000	503 597	503 597
(Gain) perte sur cession	6	(1 476)	()	(2 034)	(2 034)
Réduction de valeur / Reclassement	7	()	(4 800)	()	()
	8	940 163	895 100	1 461 901	1 469 378
Propriétés destinées à la vente					
Coût des propriétés vendues	9	()	()	()	()
Réduction de valeur / Reclassement	10	()	()	()	()
	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12	176 190	()	102 012	102 012
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	()	()	()	()
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	()	()	()	()
	15	176 190	()	102 012	102 012
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	()	()	39 823	39 823
Remboursement de la dette à long terme	17	(475 700)	(488 500)	(699 200)	(699 200)
	18	(475 700)	(488 500)	(659 377)	(659 377)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(224 488)	()	(213 069)	(220 591)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	()	()	37 709	37 709
Excédent de fonctionnement affecté	21	584 745	374 986	344 986	344 986
Réserves financières et fonds réservés	22	(77 639)	(120 795)	(62 655)	(62 655)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	()	()	1 025	1 025
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	()	()	()	()
	25	282 618	254 191	107 996	100 474
	26	923 271	660 791	1 012 532	1 012 487
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	402 422	()	979 531	987 759

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024		Total consolidé ¹	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats			
Revenus d'investissement	1	1 630 063	172 753	15 316	188 069	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Acquisition d'immobilisations corporelles						
Administration générale	2 (	)	9 403)	(	9 403)
Sécurité publique	3 (	12 333)	(	21 880)	21 880)
Transport	4 (	287 184)	(	671 265)	671 265)
Hygiène du milieu	5 (	1 468 770)	(	35 514)	35 514)
Santé et bien-être	6 ()	())	
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	1 704)	(	1 489)	1 489)
Loisirs et culture	8 (	235 696)	(	161 237)	161 237)
Réseau d'électricité	9 ()	())	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()	())	
	11 (2 005 687)	(877 419)	23 369)	900 788)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	12 (	10 810)	())	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Émission ou acquisition	13 (148 825)	(179 146)	(179 146)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	14		1 074 877		1 074 877	
Affectations						
Activités de fonctionnement	15	224 488	213 069	7 522	220 591	
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	16					
Excédent de fonctionnement affecté	17					
Réserves financières et fonds réservés	18	109 998	117 738		117 738	
	19	334 486	330 807	7 522	338 329	
	20	(1 830 836)	349 119	(15 847)	333 272	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(200 773)	521 872	(531)	521 341	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	500 524	889 191	82 946	972 137
Débiteurs (note 5)	2	2 692 353	2 813 164	9 835	2 822 999
Prêts (note 6)	3	1 866 554	1 943 688		1 943 688
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	5 059 431	5 646 043	92 781	5 738 824
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 628 113	1 428 246		1 428 246
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	777 285	538 745	22 954	561 699
Revenus reportés (note 11)	12	245 779	186 477	32 598	219 075
Dettes à long terme (note 12)	13	5 637 282	6 063 755		6 063 755
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	8 288 459	8 217 223	55 552	8 272 775
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(3 229 028)	(2 571 180)	37 229	(2 533 951)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	12 665 015	11 916 240	46 449	11 962 689
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	15 965	15 965		15 965
Stocks de fournitures	20	96 506	178 050		178 050
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	18 774	3 617	658	4 275
	23	12 796 260	12 113 872	47 107	12 160 979
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	638 242	1 349 324	37 887	1 387 211
Excédent de fonctionnement affecté	25	363 876	159 562		159 562
Réserves financières et fonds réservés	26	599 625	643 246		643 246
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(428 471)	(412 894)		(412 894)
Financement des investissements en cours	28	(917 170)	(403 932)		(403 932)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	9 311 130	8 207 386	46 449	8 253 835
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	9 567 232	9 542 692	84 336	9 627 028
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 694 225	1 565 616	1 565 616	1 375 887
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	328 875	279 665	279 665	252 157
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	3 067 991	2 680 337	2 990 404	2 696 525
Autres biens et services	8				
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	219 587	176 113	176 113	146 380
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13		90 167	91 214	5 818
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	248 357	256 479	256 479	227 683
Transferts	15				
Autres	16				1 400
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				191 832
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	864 900	960 338	967 815	934 980
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1				10 544
	22	6 423 935	6 008 715	6 327 306	5 843 206

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 387 211	578 363
Excédent de fonctionnement affecté	2	159 562	363 876
Réserves financières et fonds réservés	3	643 246	689 694
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(412 894)(	428 471)
Financement des investissements en cours	5	(403 932)	(917 170)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	8 253 835	9 177 395
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	9 627 028	9 463 687
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 349 324	548 173
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	37 887	30 190
	11	1 387 211	578 363
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Service incendie	12.1	2 322	2 322
▪ Exercice suivant	12.2	157 240	344 986
▪ Engagements	12.3		16 568
	13	159 562	363 876
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	159 562	363 876

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	183 115
Organismes contrôlés et partenariats	22	199 437
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	305 762
Organismes contrôlés et partenariats	26	337 389
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	
Autres		
▪ Fonds de développement	30.1	154 369
▪	30.2	152 868
	31	643 246
	32	689 694
	643 246	689 694

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 (	415 799)(
	56 (	415 799)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	2 905
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	3 930
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	2 905
	63 (	412 894)(
		428 471)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	105 642
Investissements à financer	65 (403 932)(	1 022 812)
	66 (403 932)	(917 170)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	11 962 689
Propriétés destinées à la revente	68	15 965
Prêts	69	1 943 688
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72	13 922 342
	73	14 413 799
Ajustements aux éléments d'actif	74	13 922 342
	74	14 413 799
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (6 063 755)(	5 637 282)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (20 545)(	31 518)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	415 793
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	432 396
	80 (5 668 507)(	5 236 404)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (5 668 507)(	5 236 404)
	83	8 253 835
		9 177 395

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()	
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
La municipalité déduit à la source, sur la paie de chaque salarié(e) à temps plein qui le désire le pourcentage indiqué par le salarié. La municipalité s'engage à contribuer jusqu'à concurrence de 50 % du montant cotisé par les employés syndiqués à temps plein, et ce, jusqu'à un maximum de 2 % du salaire annuel de base payé.			
La municipalité contribue annuellement au régime d'épargne retraite (REER collectifs) des employés cadres, à une hauteur égale à celle des employés, mais pour un maximum de 5 % du salaire de l'employé. La contribution de l'employé est obligatoire et est fixée à 2 % minimum.			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	23 997	23 731
Autres régimes	115		
	116	23 997	23 731

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	2 814 552	2 855 102	2 855 102	2 547 410
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	220 898	192 570	192 570	198 473
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10	135 284	137 432	137 432	94 731
	11	3 170 734	3 185 104	3 185 104	2 840 614
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	69 338	70 237	70 237	32 440
Égout	13	131 073			
Traitement des eaux usées	14	116 891	120 708	120 708	64 492
Matières résiduelles	15	270 795	277 655	277 655	273 646
Autres					
▪	16.1	559 950	563 481	563 481	444 212
Centres d'urgence 9-1-1	17	14 500	15 685	15 685	13 847
Service de la dette	18	360 144	355 904	355 904	341 944
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20	91 529	90 358	90 358	83 053
Activités d'investissement	21				
	22	1 614 220	1 494 028	1 494 028	1 253 634
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	1 614 220	1 494 028	1 494 028	1 253 634
	27	4 784 954	4 679 132	4 679 132	4 094 248

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	83 308	83 308	83 308
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	14 334	14 067	11 882
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	97 642	97 375	95 190
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	97 642	97 375	95 190

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		4 262	19 352
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			3 756
Sécurité civile	51			21 789
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	183 600	175 796	4 666
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			8 635
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			131 814
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	8 720		5 813
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70	29 848		41 080
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82		10 351	11 711
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	9 000	6 620	8 896
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85	4 400	7 155	4 003
Réseau d'électricité	86			
	87	235 568	193 833	204 184
			204 184	261 515

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88	8 030	8 030	
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			8 932
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	14 283	14 283	727 942
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			516 851
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			189 833
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123		15 316	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	103 910	103 910	
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			177 587
Réseau d'électricité	127			
	128			
		126 223	141 539	1 621 145

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131	12 126	12 126	
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	148 000	168 274	168 274
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	117 825	120 102	120 102
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	265 825	300 502	300 502
TOTAL DES TRANSFERTS	140	501 393	620 558	646 225
				173 719
				2 056 379

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	6 000	34 198	15 431
Sécurité civile	148			972
Autres	149			
	150	6 000	34 198	16 403
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177		416	
	178		416	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	6 000	34 198	34 614
				16 403

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi		185		
Évaluation		186		
Autres		187		
		188		
Sécurité publique				
Police		189		
Sécurité incendie				
Premiers répondants		190		
Autres		191		
Sécurité civile		192		
Autres		193		
		194		
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale		195		
Enlèvement de la neige		196		
Autres		197		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier		198		
Transport adapté		199		
Transport scolaire		200		
Autres		201		
Autres		202		
		203		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		204		
Réseau de distribution de l'eau potable		205		
Traitement des eaux usées		206		
Réseaux d'égout		207		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés		208		
Matières recyclables		209		
Autres		210		
Cours d'eau		211		
Protection de l'environnement		212		
Autres		213		
		214		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225			
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227	54 900	58 750	58 750
	228	54 900	58 750	58 750
Réseau d'électricité	229			
	230	54 900	58 750	58 750
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	60 900	92 948	93 364

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	23 005	23 135	25 162
Droits de mutation immobilière	233	185 000	374 800	250 044
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235	4 200	8 147	3 654
	236	212 205	406 082	278 860
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	35 000	25 520	44 602
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	40 000	143 737	154 416
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		2 034	1 476
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244		46 530	46 530
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246		531	23 658
Autres contributions	247	18 900	13 071	8 918
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	12 150	21 480	104 951
	250	31 050	83 115	139 003
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	190 035	182 970		182 970	182 970	182 433
Greffe et application de la loi	2	108 915	78 522		78 522	78 522	82 093
Gestion financière et administrative	3	641 390	579 943	27 126	607 069	607 069	592 223
Évaluation	4	60 256	60 500		60 500	60 500	57 755
Gestion du personnel	5	34 200	11 707		11 707	11 707	28 337
Autres							
▪ Autres adm	6.1	109 710	40 034		40 034	40 034	99 093
	7	1 144 506	953 676	27 126	980 802	980 802	1 041 934
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	329 715	330 900		330 900	330 900	314 340
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	363 055	439 716	39 727	479 443	476 014	408 708
Sécurité civile	11	122 445	54 133		54 133	54 133	112 354
Autres	12						
	13	815 215	824 749	39 727	864 476	861 047	835 402
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	796 874	897 952	652 893	1 550 845	1 550 845	1 329 946
Enlèvement de la neige	15	684 872	486 323		486 323	486 323	637 598
Éclairage des rues	16	36 000	39 016		39 016	39 016	33 096
Circulation et stationnement	17	31 500	10 904		10 904	10 904	11 899
Transport collectif							
Transport en commun	18	19 087	19 087		19 087	19 087	24 270
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 568 333	1 453 282	652 893	2 106 175	2 106 175	2 036 809

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	64 739	63 245	7 277	70 522	70 522	65 565
Réseau de distribution de l'eau potable	24	7 100	3 752	38 313	42 065	42 065	47 087
Traitement des eaux usées	25	91 390	77 572	27 569	105 141	105 141	88 655
Réseaux d'égout	26	36 365	27 037	42 475	69 512	69 512	70 986
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	133 480	211 799	24 026	235 825	235 825	127 948
Élimination	28	78 073	65 693		65 693	65 693	82 444
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	129 770	17 568	894	18 462	18 462	136 308
Tri et conditionnement	30	37 609	31 980		31 980	31 980	20 020
Matières organiques							
Collecte et transport	31	50 400	34 577		34 577	34 577	52 049
Traitement	32						
Matériaux secs							
Autres	34	10 412	12 408		12 408	12 408	14 475
Plan de gestion	35	7 002	7 002		7 002	7 002	6 370
Autres	36						
Cours d'eau	37	40 255	14 868	2 376	17 244	17 244	20 820
Protection de l'environnement	38	95 528	44 342		44 342	44 342	63 079
Autres	39						
	40	782 123	611 843	142 930	754 773	754 773	795 898
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41						
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44						
	45						

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	373 584	318 222	6 463	324 685	324 685	289 986
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	10 707	10 707		10 707	331 680	76 110
Tourisme	50						
Autres	51	47 000	50 269		50 269	50 269	45 501
Autres	52						
	53	431 291	379 198	6 463	385 661	706 634	411 597
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	210 825	214 939	13 711	228 650	228 650	169 864
Patinoires intérieures et extérieures	55	43 480	25 417	22 578	47 995	47 995	48 623
Piscines, plages et ports de plaisance	56						
Parcs et terrains de jeux	57	110 220	105 565	33 694	139 259	139 259	128 812
Parcs régionaux	58	2 660	2 658		2 658	2 658	2 658
Expositions et foires	59						
Autres	60	33 290	33 200		33 200	33 200	22 566
	61	400 475	381 779	69 983	451 762	451 762	372 523
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	108 820	100 864	21 216	122 080	122 080	111 425
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	84 685	76 706		76 706	76 706	85 420
	67	193 505	177 570	21 216	198 786	198 786	196 845
	68	593 980	559 349	91 199	650 548	650 548	569 368

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	219 587	176 113		176 113	176 113	146 380
Autres frais	71						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	4 000	90 167		90 167	91 214	5 818
	74	223 587	266 280		266 280	267 327	152 198
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	864 900	960 338 (	960 338)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	46 508	46 508	519 299
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			214 612
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	56 955	56 955	746 006
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	136 267	136 267	222 615
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	19 466	19 466	34 877
Édifices communautaires et récréatifs	14			13 081
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	592 238	592 238	197 347
Ameublement et équipement de bureau	18			1 704
Machinerie, outillage et équipement divers	19	25 985	49 354	63 497
Terrains	20			
Autres	21			
	22	877 419	900 788	2 013 038

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	46 508	46 508	519 299
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			214 612
Autres infrastructures	5	193 222	193 222	968 621
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	637 689	661 058	310 506
	12	877 419	900 788	2 013 038

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	40 262			40 262
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 167 927	867 180	339 633	2 695 474
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 460 611	247 520	359 567	3 348 564
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	5 668 800	1 114 700	699 200	6 084 300
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	5 668 800	1 114 700	699 200	6 084 300
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	5 668 800	1 114 700	699 200	6 084 300

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

*Non audité***Administration municipale**

Dette à long terme	1	6 063 755
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	6 063 755

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

	13	
Endettement net à long terme	14	6 063 755

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	3 168 189
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	9 231 944

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	9 231 944
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	58 996	58 996	58 996
Autres	3	106 284	106 284	82 507
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	3 350	11 385	11 385
Sécurité civile	6			2 626
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	19 087	19 087	19 087
Autres	10			24 270
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	17 414	17 503	17 503
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	29 859	29 859	29 859
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	10 707	10 707	10 707
Autres	21			14 132
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	2 660	2 658	2 658
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	248 357	256 479	256 479
				227 683

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	877 419	2 005 687
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	877 419	2 005 687

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	8,00	40,00	15 065,00	*****	*****	*****
Professionnels	2						
Cols blancs	3	4,00	35,00	9 631,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	6,00	40,00	15 546,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6	1,00	35,00	2 791,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	19,00		43 033,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			139 091	8 371	147 462
	10	26,00			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	487 715	126 223	6 620		620 558
	7	487 715	126 223	6 620		620 558

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	26 953	13 805
	4	26 953	13 805
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	9 929	51 390
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	9 929	51 390
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	124 067	11 306
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	124 067	11 306
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	661	
Traitement des eaux usées	19	6 389	7 314
Réseaux d'égout	20	90 246	41 609
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		19 848
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	97 296	68 771
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	8 035	5 587
Autres	40		
	41	8 035	5 587
Réseau d'électricité			
	42		
	43	266 280	150 859

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Pierre Charbonneau	1.1 Maire	11 800	5 900		
Michel Charron	1.2 Conseiller	11 800	5 900		
Christiane Beaudry	1.3 Maire suppléant	12 752	6 376		
Jacqueline Croisetière	1.4 Conseiller	11 800	5 900		
François Bessette	1.5 Conseiller	11 800	5 900		
Michel St-Amour	1.6 Conseiller	11 800	5 900		
Joel Paquin	1.7 Conseiller	8 821	4 410		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	735 500 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 6 425 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 152 561 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 16 531 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 168 551 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 89 531 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
 - Systèmes de drainage 76 \$
 - Abords de routes 77 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 274 613 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 274 613 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 156-06-2025

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-06-17

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 327-11-2019

b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-11-08

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 1

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 1

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 278

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 145

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 5

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement